

HOSSEIN AMIRABDOLLAHIAN

Vice-ministre des Affaires étrangères chargé du département arabo-africain, Iran

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la World Policy Conference

We have discussed various aspects of Middle East issues, and Iran has been mentioned a number of times. Summing up my impression, the key problem today is lack of trust, lack of trust at all levels, in the Middle East, and between Middle East actors and external actors, particularly the West. Therefore, this conference would not have been complete without Iran, so I thank you very much, Minister Hossein Amirabdollahian. Pronouncing such a name correctly depends entirely on how you breathe; respiration is very important. You will address us, and then we will have the usual Q&A session. Thank you again for coming; it was not easy for you but you did it.

Hossein Amirabdollahian, vice-ministre des Affaires étrangères chargé du département arabo-africain, Iran

Au nom de Dieu Tout-Puissant

**Adresse par Son Excellence le Dr Hossein Amirabdollahian, vice-ministre iranien des Affaires étrangères chargé des affaires africaines et arabes
World Policy Conference, 22 novembre 2015**

La période de transition du Moyen-Orient

La situation actuelle au Moyen-Orient est le signe d'une transition depuis d'anciennes politiques et mesures de sécurité vers un ordre nouveau. De nombreux problèmes anciens restent inchangés, le plus important étant l'intervention de puissances transrégionales dans les affaires du Moyen-Orient. Ces interventions prennent principalement la forme d'actions militaires et logistiques qui ont davantage compliqué la situation en Asie orientale.

L'actuelle période de transition du Moyen-Orient requiert un nouvel ordre sécuritaire et les clés pour un nouvel ordre sécuritaire au Moyen-Orient sont des politiques efficaces de formation des élites, un jeu de rôle collectif des gouvernements et la prise en compte des demandes légitimes des peuples. L'une des meilleures méthodes pour aider à résoudre le problème du Moyen-Orient est le renforcement du procédé de convergence au niveau des gouvernements et des peuples.

Il est malheureux qu'au cours des dernières années, le soulèvement national et le mouvement vers la démocratie aient été stoppés par le terrorisme. Aujourd'hui, à cause des actions brouillonnes de certains acteurs du développement interne et de l'absence d'attention pour la bonne gouvernance et les votes, le destin des nations est déterminé par les armes et la terreur.

La crise du terrorisme

Les activités de -Daesh confirment que le grand danger qui menace le monde à l'heure actuelle est la transformation d'organisations terroristes en gouvernements terroristes dans la région. La différence importante entre la situation de crise actuelle au Moyen-Orient et la situation de crise des siècles passés est facile à voir : c'est le transfert de la crise, du terrorisme et de l'insécurité de la région à d'autres régions du monde, et bien sûr cette différence vient du réseau sécuritaire qui unit le village mondial et du fait que les régions du monde ont facilement un impact les unes sur les autres. Malheureusement, l'instrumentalisation du terrorisme et la difficulté de distinguer les terroristes des populations pacifiques a détérioré la situation de sécurité au Moyen-Orient et dans le monde. Pour répondre à des

problèmes de grande ampleur comme le terrorisme, avant le recours à l'artillerie lourde et à la confrontation militaire, il faut des solutions douces comme la réduction du nombre de citoyens reclus, la fin de l'occupation, trouver des solutions à la pauvreté et rétablir une structure politique, sociale et économique au Moyen-Orient.

Aujourd'hui, le terrorisme takfiri, considéré comme une nouvelle menace transfrontalière avec un impact au niveau mondial et ciblant tous les gouvernements, nations, religions et religieux, est le résultat de l'intervention et du comportement irresponsable de certains acteurs régionaux et transrégionaux au Moyen-Orient et dans le nord de l'Afrique.

Le terrorisme takfiri est un courant artificiel sans identité et sans affiliation aux religions divines, qui a été utilisé comme un outil par certains acteurs à cause de leurs erreurs stratégiques et des coûts qu'il a imposés à la communauté internationale. Pour combattre et éradiquer ce genre de terrorisme à cette échelle, il faut une unité mondiale.

Le radicalisme, le terrorisme, l'idéologie et le sectarisme takfiri sont des défis qui nous menacent tous dans la région et bien au-delà, il est donc important de répondre collectivement à ces défis.

La crise en Palestine

Sans aucun doute, l'occupation est la continuation d'un déni des droits fondamentaux en Palestine et c'est l'un des plus gros problèmes du Moyen-Orient. La perpétuation systématique d'une violation des droits de l'homme dans les territoires occupés ne fera qu'augmenter la haine et le radicalisme.

A la lumière de l'accord nucléaire de l'Iran et de l'approbation par le gouvernement syrien du désarmement chimique, c'est le bon moment pour demander que le désarmement des occupants soit ajouté à l'agenda de la communauté internationale.

Les centres de crise en Asie occidentale

Les situations inquiétantes et regrettables en Syrie, en Irak, au Yémen et en Libye sont des exemples concrets des pires conséquences de l'interventionnisme, plutôt que d'un comportement responsable envers les affaires internes des pays.

L'Irak, la Syrie et le Yémen sont des exemples similaires d'une crise caractérisée par la terreur, le radicalisme, les violations et la belligérance. L'intrication de la sécurité internationale requiert que tous les membres individuels de la communauté internationale observent ce qui se passe dans les positions géographiques de l'Irak, de la Syrie, du Yémen et de la Libye ainsi que d'autres points de crise instables du golfe Persique, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord d'un point de vue national et de sécurité collective. Ils doivent également faire des efforts pour apporter des solutions à ces crises.

Cette approche ne signifie pas qu'il faut s'octroyer le droit d'intervenir dans les affaires internes d'autres pays sous prétexte de mise en danger de la sécurité nationale ou internationale, bien qu'elle signifie s'engager à agir de façon responsable pour la sécurité internationale.

La République islamique d'Iran croit que sans une réelle détermination et coopération collective, nous ne pouvons espérer enrayer la croissance quotidienne des activités terroristes et radicales. Sur cette base, la République islamique d'Iran désapprouve le soutien armé et financier de certains acteurs issus de groupes armés irresponsables qui ne produisent que la peur et la sédition sectaire et religieuse.

Aujourd'hui, le terrorisme et le radicalisme se sont étendus à la partie occidentale de l'Asie, l'Irak, la Syrie, le Yémen, la Libye et au-delà même en Europe, en France, et tous les jours nous sommes témoins des actions barbares des

terroristes qui tuent des femmes, des hommes, des enfants et démolissent les infrastructures des pays. Pour atteindre leurs buts illégitimes, les extrémistes bénéficient du soutien en renseignements, armes et finances de certains acteurs régionaux et internationaux.

L'Iran et la crise régionale

Un – Téhéran croit que les crises régionales n'ont pas de solutions militaires.

Deux – l'usage de la force dans la région ne fera qu'augmenter la haine et fortifier le radicalisme et il n'y a pas de solution alternative pour la résolution des problèmes et des crises politiques issus de l'idéologie takfiri si ce n'est une solution politique.

Trois – afin d'éradiquer le terrorisme, il faut une conception et une planification conjointes auxquelles tous les pays participent.

Quatre – toutes les sources financières des groupes terroristes, leurs accès à des armes et leurs centres d'entraînement militaires doivent être bloqués et détruits.

Cinq – il est nécessaire que tous les pays de la région et au-delà dialoguent et coopèrent en profondeur pour trouver des solutions aux défis et aux crises.

Six – la République islamique d'Iran croit profondément dans le fait que la sécurité de ses voisins est semblable à la sienne et espère que tous les autres acteurs de la région et au-delà répondront de façon positive et responsable pour aboutir à des plans, des actions, des dialogues et une coopération réels pour combattre le terrorisme en se concentrant sur une solution politique.

Sept – les initiatives des Nations unies quant aux problèmes de la région seront un succès en parallèle à un combat sérieux contre le terrorisme, il faut renforcer les courants politiques de la région et y trouver les solutions car toute autre solution n'aurait pas un résultat souhaitable.

Huit – du point de vue de la République islamique d'Iran, la sécurité du Yémen, de la Syrie, de l'Irak et de l'Arabie saoudite ainsi que la sécurité de la région sont des enjeux importants mais l'Arabie saoudite ne peut mettre en danger la sécurité des autres pays, la Syrie, l'Irak et le Yémen afin d'assurer sa propre sécurité. C'est un paradoxe.

Neuf – Téhéran soutient le plan des Nations unies pour une solution politique, et dans le même temps, une confrontation réelle avec le terrorisme est la priorité de la région.

Dix – la République islamique d'Iran, tout en condamnant toute agression étrangère sur le territoire du Yémen et rejetant toute intervention étrangère militaire pour résoudre la crise, soutient les pourparlers de Genève et l'initiative du secrétaire général pour des négociations entre Yéménites et l'établissement d'un gouvernement d'unité nationale à large base.

Onze – la République islamique d'Iran, dans le cadre de sa doctrine d'interaction constructive et de sage avancée vers ses voisins, entend appliquer ces politiques. Le futur des actions politiques de l'Iran dans l'ordre régional et international est basé sur la confiance.

Douze – L'approche de l'Iran vis-à-vis des pays transrégionaux est basée sur l'interaction et plus particulièrement les aspects de coopération, et aussi l'attente, de la part des autres acteurs impliqués, d'une réponse à l'extrémisme et au désir de guerre par des politiques sages et un esprit logique dans leur interaction future avec l'Iran.

Treize – sanctionner l'Irak va créer un défaut incontrôlé dans la région qui ne bénéficie à personne. L'Iran a mobilisé toutes ses capacités pour éviter un tel incident.

Quatorze – de façon logique et pratique, la Syrie a besoin d'un mouvement politique visant à trouver un compromis sur le plan politique et une solution rationnelle de la crise. Si on arrive à créer une situation démocratique par le biais d'une élection plus que souhaitable, nous pourrions voir se développer un environnement agréable en



Syrie. L'échec d'une solution politique en Syrie créerait les conditions favorables à une rupture de sécurité encore plus marquée qu'avant entre la Syrie et les zones environnantes.

Merci de votre attention.